

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **-1 SEP. 2014**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA
Tel : 04 72 61 37 35
✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur;*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU le décret ministériel n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006 autorisant la société L.M. METAL COMMERCE à poursuivre l'exploitation de la station de transit et tri de déchets industriels et de déchets métalliques dans son établissement situé 6, rue Charles Martin à SAINT-FONS ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 7 juillet 2014 en application des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 7 juillet 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la déclaration du 6 mai 2014, complétée le 3 juillet 2014 effectuée par la société LM METAL COMMERCE, par laquelle l'exploitant a sollicité le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques n° 2713 et 2718 consécutivement à la modification de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que la société LM METAL COMMERCE est autorisée à exploiter ses activités sur une superficie de stockage de 300 m² et pour un volume de déchets stockés de 10 tonnes ;

CONSIDERANT que la déclaration susvisée fait apparaître que des modifications ont été apportées aux activités du site de SAINT-FONS exploité par la société LM METAL COMMERCE, à savoir :

- augmentation de la surface de l'installation de récupération de métaux (rubrique 2713) portée à 900 m³ ;
- augmentation de la quantité de déchets dangereux ou contenant des substances ou préparations dangereuses (rubrique 2718 : accumulateurs) portée à 10 tonnes ;

CONSIDERANT que ces modifications n'ont pas fait l'objet de la déclaration réglementaire et que, par conséquent, la société LM METAL COMMERCE ne respecte pas l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter la société LM METAL COMMERCE à régulariser la situation administrative des activités de son site de SAINT-FONS en présentant un dossier de modification ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La société L.M. METAL COMMERCE, 6, rue Charles Martin à SAINT-FONS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

A cet effet, l'exploitant devra fournir un dossier de modification, comportant les augmentations des surfaces et des volumes des activités autorisées du site ainsi que l'ensemble des modifications apportées au site, à ses aménagements, à son organisation, à ses activités et à ses capacités de stockage, ainsi qu'une étude d'impact et de dangers établies conformément à l'article R 512-6 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-FONS,
- à l'exploitant.

Lyon, le **1 SEP. 2014**

Le Préfet,


La Secrétaire Générale Adjointe
Cécile DINDAR

